

**CONVENTION FINANCIERE ENTRE LE DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN ET CITIVIA SPL
POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL
« HABITER MIEUX 68 » DANS LE HAUT-RHIN
ANNEE 2019**

- VU la délibération du Conseil départemental n° CD-2018-6-10-2 du 14 décembre 2018 relative à la politique de l'Habitat,
- VU la délibération de la commission permanente du Conseil départemental n° CP-2018-6-10-7 en date du 15 juin 2018 relative à la convention de mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » sur le territoire du Haut-Rhin (hors Mulhouse Alsace Agglomération) 2018 – 2023, signée le 2 juillet 2018,
- VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n° CP-2018-7-10-12 en date du 6 juillet 2018 relative à la convention de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin 2018 - 2023, signée le 23 juillet 2018,
- VU la convention financière pour le 2^{ème} semestre 2018 signée le 23 juillet 2018 entre le Département du Haut-Rhin et CITIVIA SPL pour la mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin,
- VU la délibération de la Commission permanente n° CP-2018-11-10-5 en date du 7 décembre 2018 relative à la convention conclue entre le Département du Haut Rhin et PROCIVIS Alsace, au titre de ses missions sociales, du Fonds Habitat Solidaire et de l'Association Territoires et Habitat 68,
- VU la délibération de la Commission permanente n° CP-2015-5-10-7 en date du 22 mai 2015 relative à la convention de financement de la prestation de suivi-animation de la réalisation des travaux de protection du bâti des riverains de certains Plans de Préventions des Risques Technologiques haut-rhinois, signée entre l'Etat et le Département du Haut-Rhin en date du 19 juin 2015,

Entre,

Le **Département du Haut-Rhin** sis Hôtel du Département - 100, Avenue d'Alsace – B.P. 20351 - 68006 COLMAR Cedex, représenté par la Présidente du Conseil départemental, autorisée par une délibération de la Commission permanente en date du 18 janvier 2019,

Ci-après désigné « Le Département »,

d'une part,

Et

CITIVIA SPL, sis 5 rue Lefebvre – 68100 MULHOUSE, représentée par M. Stephan MUZIKA, Directeur Général, nommé par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2010,

ci-après désignée sous le terme « CITIVIA SPL »,

d'autre part,

PREAMBULE

La convention financière porte sur la mission de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général (PIG) partenarial départemental « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin 2018-2023 mise en place avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Haut-Rhin (ADIL), PROCIVIS Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF), la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Alsace-Moselle (CARSAT) et la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Conformément aux termes de la convention de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin sur la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023, le Département apporte son soutien financier à CITIVIA SPL pour réaliser en 2019 les missions de suivi-animation qui lui ont été confiées.

Article 2 : Objectifs et montant de la rémunération

Pour l'année 2019, l'objectif est de 300 logements ventilés de la façon suivante :

- 250 logements propriétaires occupants « lutte contre la précarité énergétique » ;
- 10 logements propriétaires occupants « lutte contre l'habitat indigne » ;
- 40 logements propriétaires bailleurs, toutes rubriques confondues.

Les dossiers doivent être déposés complets à la Direction départementale des territoires (DDT) selon les critères et règles fixés par le programme d'actions 2019 défini par l'Etat.

Pour l'année 2019, la rémunération de CITIVIA SPL est de 250 000 € HT (révisée annuellement sur la base de l'indice SYNTEC).

En déduisant le forfait de 5 000 € correspondant à la partie communication et application informatique dédiée, le coût de la mission s'élève à 245 000 € HT avec :

- une partie forfaitaire équivalente à 70 % du coût de la mission, soit 171 500 € HT, permettant à CITIVIA SPL d'assumer en partie les frais de structure, de personnels et d'exploitation ;
- une part variable de 30 %, soit 73 500 € HT, qui est conditionnée à la fourniture du tableau de suivi mensuel, à l'atteinte d'au moins 70 % de l'objectif de l'année 2019 et à 90 % des dossiers déposés complets auprès du service instructeur au sens de la réglementation Anah (présence de l'ensemble des pièces définies dans le nouveau formulaire CERFA de l'Anah et indiquées dans la charte DDT/ opérateur).

CITIVIA SPL ne pourra pas être tenue pour responsable de la non atteinte des objectifs à la suite de changements de réglementation, de règles du programme d'actions entravant l'atteinte des objectifs, de dysfonctionnements qui pourraient avoir lieu dans l'utilisation de la plateforme Anah et de la non validation des différentes étapes des dossiers dématérialisés par les propriétaires.

Article 3 : Modalités de versement de la rémunération et de contrôle

La rémunération de CITIVIA SPL sera réglée par virement bancaire mensuellement (versement par 1/6ème). Les deux derniers mois seront versés si les obligations de résultats fixés à l'article 2 sont atteintes au moins à hauteur de 70 % et si 90 % des dossiers déposés auprès du service instructeur sont complets au sens de la réglementation Anah. Le versement du forfait communication/application informatique dédié se fera lors du solde sur justificatifs.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde. Le Département du Haut-Rhin pourra accompagner ponctuellement CITIVIA SPL dans ses visites au domicile des propriétaires.

Le versement sera effectué par prélèvement sur le Programme H824 - Chapitre 011 - Fonction 72 - Nature 6188 – Code programme 3088 – Service 541 du budget départemental.

Le comptable assignataire est le Payeur départemental du Département du Haut-Rhin.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur après sa signature par les parties, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019, par accord entre les parties et prendra fin le 31 décembre 2019.

Elle demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Article 5 : Engagements

CITIVIA SPL s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les comptes annuels et le compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la rémunération ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes rémunérés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;

- aviser le Département de toute modification dans les statuts de CITIVIA SPL, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques, bancaires, etc ;
- informer le Département à l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession de la créance départementale ;
- faire mention du soutien du Département, par tout moyen approprié, sur tous supports de communication relatifs à la mission rémunérée.

CITIVIA SPL devra également associer le Conseil départemental à tout évènement public relevant de la rémunération départementale. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet de la Présidente du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

CITIVIA SPL s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers dans le cadre de la réalisation de l'opération à l'exception des diagnostics de vulnérabilité des habitations réalisés dans le cadre de la mission de suivi-animation du Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT) et qui seront réglés à CITIVIA SPL directement par les propriétaires.

CITIVIA SPL s'engage à mettre à disposition des moyens humains calibrés pour répondre aux objectifs quantitatifs de réhabilitation prévus. CITIVIA SPL s'engage à fournir les justificatifs de l'affectation des personnes sur les temps prévus à la demande du Département du Haut-Rhin.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par CITIVIA SPL sans l'accord écrit du Département, le Département pourra suspendre le versement de la rémunération, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par CITIVIA SPL, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Le Département devra en informer CITIVIA SPL par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement de la rémunération ne pourra être opérée sans que CITIVIA SPL n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

6.1 – Défaillances dues à la qualité de la mission de suivi-animation

Le Département du Haut-Rhin souhaite garantir la qualité du service rendu aux ménages en inscrivant cette mission de suivi-animation dans le cadre d'obligations de résultats, mais également d'obligations de moyens, étant entendu que ces moyens seront exclusivement dédiés à l'objet de cette convention.

A noter que l'aide annuelle Anah versée au Département au titre de l'ingénierie est conditionnée au travail de l'opérateur.

Les défaillances sont définies comme étant :

- le non-respect de la mise à jour et/ou de la transmission du tableau de suivi mensuel décrit dans la convention cadre de suivi-animation ;
- le dépôt irrégulier des demandes de subvention totalisant moins de 70 % des objectifs fixés annuellement ;
- le non-respect de la complétude de plus de 10 % des dossiers déposés au service instructeur de la DDT au sens de la réglementation Anah (présence de l'ensemble des pièces demandées par l'Anah selon la liste des pièces définies dans le nouveau

- formulaire Cerfa et indiquées dans la charte DDT / opérateur) ;
- le non-respect du contenu de la mission de suivi accompagnement tel que décrit dans la convention cadre de suivi-animation pour plus de 5 % des dossiers suivis, ou sur un constat réalisé lors d'un audit réalisé par ou pour le compte du Département sur une période d'un an ;
 - le non recours au préfinancement des subventions proposé par PROCIVIS Alsace ;
 - la non transmission des bilans mentionnés dans la convention cadre.

En cas de défaillance de CITIVIA SPL constatée par le Département du Haut-Rhin, ce dernier en avertit le Directeur d'études par courrier. Le Directeur d'études dispose d'un délai d'un mois pour répondre et proposer la solution remédiant à la défaillance.

6-2 - Défaillances dues à une cause externe

En cas de défaillance dont l'origine serait consécutive à une cause externe à CITIVIA SPL, CITIVIA SPL et le Département du Haut-Rhin définiront les modalités de réajustement nécessaires des moyens au regard de la situation.

Article 7 : Suivi et évaluation

CITIVIA SPL s'engage à fournir au Département les bilans qualitatifs ou quantitatifs définis dans la convention cadre de suivi-animation 2018-2023.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 3 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 9 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

Elle pourra également être résiliée à l'initiative de CITIVIA SPL, soit pour des motifs qui lui sont propres tenant notamment à son activité et son administration, soit en cas de faute du Département. Dans ce dernier cas, la résiliation ne pourra intervenir qu'après envoi, au Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois suivant sa réception, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Le Département se réserve aussi la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par CITIVIA SPL de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, CITIVIA SPL n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet de CITIVIA SPL l'empêchant d'achever la mission rémunérée.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de la rémunération, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la rémunération déjà versée (examen des justificatifs présentés par CITIVIA SPL, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

Article 10 : Responsabilité

CITIVIA SPL exerce ses activités et actions sous sa seule responsabilité. En aucun cas, la responsabilité du Département du Haut-Rhin ne pourra être recherchée pour ses activités et actions, pour lesquelles il appartient à CITIVIA SPL de souscrire les assurances adéquates (responsabilité professionnelle, responsabilité civile, etc...)

Article 11 : Compétence juridictionnelle

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

Fait en 2 exemplaires originaux

A COLMAR, le

Le Directeur de CITIVIA SPL

La Présidente du Conseil départemental
du Haut-Rhin